Res Publica

VOL XXIV/ No. 2, MERCREDI 13 janvier 2016

Crédits: Carmel Lagrandeur

«LE GOUVERNEMENT, LA CLASSE MOYENNE IL S'EN FOUT !»

GUILLAUME DESMARAIS
JOURNALISTE

Aujourd'hui, l'équipe du *Res publica* a eu la chance de rencontrer en exclusivité le chef de l'opposition officielle. La rencontre, qui a eu lieu après le discours d'ouverture du premier ministre, s'est déroulée dans la convivialité et la coopération. Parmi les sujets abordés se retrouve le discours du premier ministre, l'avenir du Québec, le plan ainsi que la vision de l'AFLQ et les priorités attendues d'un bon gouvernement du Québec.

Le premier objectif de l'équipe du *Res publica* était de récolter les réactions du chef de l'opposition officielle par rapport au discours d'ouverture du premier ministre. Lors de sa conférence de presse, Monsieur Nicolas Rousseau avait exprimé sa crainte face aux déclarations d'investissements, de programme sociaux et de subventions faites par le gouvernement. Monsieur le chef de l'opposition officielle avait utilisé de forts mots pour montrer sa crainte par rapport aux orientations du gouvernement.

> *« Monsieur le premier ministre sort de l'argent de Monopoly de ses poches et on dirait qu'il lance ça à gauche et à droite » -Nicolas Rousseau*

Nicolas Rousseau a exprimé une réserve face au revenu minimal garanti par le gouvernement. Il estime que ce revenu minimal dévaluera la valeur du travail en encourageant les gens à rester à la maison. En garantissant une vie confortable sans effort, M. Rousseau juge que le gouvernement n'encourage pas l'effort individuel. Il a aussi mentionné à plusieurs reprises que le travail était une voie rapide vers la prospérité :

> *« C'est ça qui est le plus décevant, je trouve, c'est de faire payer les plus riches pour les plus pauvres qui vivent sur leur argent. Ces gens -là ont travaillé pour leur argent, ils ont fait l'effort pour avoir leur profit et on doit vraiment valoriser ça. » - Nicolas Rousseau*

Le chef de l'opposition a insisté sur la responsabilité que devait avoir le gouvernement face au peuple. Premièrement, il a parlé de la responsabilité de ne pas entacher le futur de la population québécoise. Il accuse le gouvernement d'agir de manière irresponsable avec l'argent des contribuables. Il mentionne qu'il vaudrait mieux faire des investissements responsables plutôt que de faire des programmes sociaux à gauche et à droite.

> *« C'est une opposition à tout mettre les services sur la carte de crédit du gouvernement, nous ce qu'on veut c'est responsabiliser le consommateur pour qu'il puisse choisir où va son argent durement gagné » -Nicolas Rousseau*

Finalement, le chef de l'opposition s'est imposé comme le défenseur de la classe moyenne. Il a parlé d'emplois et d'allégement du fardeau fiscal pour celle-ci, qui selon lui, est serrée à la gorge. Monsieur Rousseau s'est dit très inquiet de la situation de la classe moyenne due aux annonces du gouvernement.

L'UTOPIE INSTITUTIONNALISÉE

JEAN-VICTOR SIMONEAU

RÉDACTEUR EN CHEF ET ÉDITORIALISTE

L'équipe du *Res publica* a été fortement ébranlée suite au discours du premier ministre. Ce plan d'action est à l'image d'une grande utopie. Non seulement le gouvernement se prête à une déresponsabilisation du citoyen, mais il alourdit le fardeau fiscal de la population par des mesures excessivement coûteuses.

C'est pour ainsi dire que le gouvernement défavorise l'effort individuel en mettant de l'avant des mesures qui ne font qu'imposer un choix unique, ce qui pourrait mener à des dérives étatiques. *Res publica* invite les citoyens à la prudence envers ces desseins.

De plus, l'inquiétude s'est fait sentir par les réponses que le premier ministre a offertes. Le parti des Forces progressistes du Québec propose de fabuleux plans sociaux tout en étant très évasif en ce qui à trait aux revenus. L'apparition du terme « économie sociale », qui englobe une panoplie de théories, représente bien les FPQ: vague et nécessitant maintes explications.

Res publica adopte ainsi une approche de précaution vis-à-vis des nouvelles mesures des FPQ et se questionne sur un certain manque d'information dans le discours de Samuel L'Heureux. En effet, plusieurs parlementaires semblent sur la voie de proposer un plan de nationalisation de la distribution des médicaments. Où était ce projet encore une fois très ambitieux dans le discours?

D'une part la politique générale du gouvernement suscite la prudence et la précaution. D'autre part, elle entraîne encore un questionnement face à un gouvernement qui annonce plusieurs initiatives tout en se gardant bien de lever le voile sur les moyens pour y arriver. Espérons que l'équipe ministérielle si « incroyable » des FPQ répondra mieux que son chef aux attentes de la population.

Crédits : Collection Assemblée nationale du Québec.

LES MINES DANS LA MIRE DES VERTS

TASHA PERREAULT

JOURNALISTE

À la suite du discours d'ouverture du premier ministre, mardi le 12 janvier 2016, le chef de l'UVA, Gabriel Lévesque, s'est dit heureux des projets avancés par le gouvernement. Rencontré en entrevue, M. Lévesque s'est dit favorable aux positions adoptées par le gouvernement, bien qu'il s'oppose foncièrement aux façons de faire du FPQ quant à la réalisation de ses objectifs. En visant la nationalisation quasi complète du Québec, le chef de l'UVA craint que M. L'Heureux «s'enfarge dans les fleurs du tapis» en considérant le fait qu'il ne dispose que de deux ans pour réaliser ses objectifs.

M. Lévesque soutient que son parti a des solutions concrètes et nouvelles à proposer au gouvernement dans le but de réaliser, de manière optimale, les plans exposés par le FPQ. Chez *Res* publica, un vent nous a soufflé à l'oreille qu'une possibilité de coalition entre l'AFLQ et l'UVA était envisageable. Cependant, le chef de l'UVA a réfuté cette possibilité en misant plutôt sur la coopération entre les partis. D'ailleurs, ce dernier souligne que «si nous avons des bonnes idées à proposer, il n'y a aucune raison que le gouvernement ne les prennent pas en considération». En temps que leader en matière d'environnement, M. Lévesque défend la mise en place d'une économie verte, ainsi qu'il l'a mentionné hier en point de presse. Notre chroniqueur, Guillaume Desmarais, soulève la question de la destruction des écosystèmes engendrée par le développement hydroélectrique. M. Lévesque réplique en mentionnant que, pour l'instant, l'hydroélectricité demeure «la meilleure énergie durable» et vient par le fait même contribuer à la prospérité économique du Québec. Cependant, son parti souhaite favoriser l'émergence d'autres énergies vertes qui contribueraient de même au développement économique du Québec. Le chef de l'UVA souhaite également taxer les compagnies minières privées dans le but de les décourager à mener des opérations qui sont polluantes. Quelles répercussions cette mesure pourrait-elle avoir sur le bon roulement de l'économie? Soulignons que cette industrie comporte plus de 45 000 emplois et assure tout de même une marge de profit pour le gouvernement qui est redistribuée en services pour la population. Plutôt que d'opter pour une taxation brutale des minières, l'UVA pourrait-elle envisager de proposer des contraintes strictes afin que les compagnies nettoient les sites d'extraction une fois leurs opérations terminées?

POLLUEUR PAYEUR

CLAUDELLE MORAIS-CORMIER

JOURNALISTE

Au cours d'une entrevue réalisée hier, le premier ministre a clarifié certains des projets proposés par son gouvernement.

Le gouvernement L'Heureux a énoncé la possibilité d'électrifier le transport au Québec. Cette mesure innovatrice permettra, selon lui, une meilleure utilisation des ressources hydroélectriques de la province. De plus, cette initiative contrecarrera la vente d'électricité à des prix modestes aux États-Unis et contribuera à une meilleure gestion des ressources naturelles.

Le premier ministre a également clarifié la position de son parti quant à la contamination minière, rappelant au passage que plus de 700 sites miniers contaminés parsèment toujours le sol québécois. Aucun projet de décontamination ne sera mis en place par le gouvernement, toutefois ce dernier demandera aux entreprises privées responsables de la destruction des écosystèmes touchés de réparer les dégâts causés. Ces entreprises auront également comme obligation le financement de cette décontamination.

«À notre avis, il n'y a aucun doute sur le fait que cette facture se doit d'être refilée aux entreprises privées responsables.»

La réaction des grandes compagnies minières reste à venir, elles qui vivent des jours difficiles avec la baisse du dollar canadien.

Crédits : Collection Assemblée nationale du Québec. Photographe, Renaud Philippe

DE BELLES PAROLES

CLAUDELLE MORAIS-CORMIER ET CATHERINE DURET

Le mardi 12 janvier 2016 le premier ministre Samuel L'Heureux a été assermenté. Ce dernier, à ensuite livré son discours d'ouverture à la nouvelle session.

Ce discours de quinze minutes mettait de l'avant les politiques sociales du gouvernement des Forces progressistes du Québec et ses objectifs pour la prochaine décennie. Parmi ces derniers, mentionnons une restructuration du financement scolaire, le « régime vieillesse universel » et l'électrification du système de transport permettant le développement durable du Québec.

Par ailleurs, M. L'Heureux a affirmé vouloir progressivement mettre un frein au financement des écoles privées. C'est l'entièreté de ces sommes considérables qui seront réinvesties dans le secteur public, pour offrir une éducation de qualité aux Québécois. Selon une étude tenue par le MELS en 2007, 60% du financement des écoles privées provient du public, et selon le ton du discours du nouveau premier ministre, c'est 60% de trop.

Toutefois, cette initiative du gouvernement laisse perplexe l'opposition. Cette mesure visant l'accessibilité universelle à une éducation de qualité devrait avoir des répercussions sur le taux de diplomation. En effet, plusieurs craignent que cette mesure nuise aux futurs étudiants qui n'auront alors plus le choix et seront forcés de se diriger vers le public. Cette mesure risque d'augmenter les disparités entre les étudiants du secteur public et l'élite pouvant s'offrir l'école privée. Ajoutons encore que le deuxième chef de l'opposition ne soutient pas ce projet de loi, car il s'avérerait trop coûteux pour le gouvernement.

De plus, Samuel L'Heureux tient à améliorer le sort des aînés en instaurant un régime de vieillesse universelle qui leur permettra de bénéficier de soins à domicile. Le ministère de la Santé aura également à travailler lors de la prochaine session sur l'abolition des frais accessoires, une mesure que le parti d'opposition et leur chef Nicolas Rousseau qualifient « d'irresponsable ».

L'ensemble du discours de M. L'Heureux présentaient des projets de grande ampleur pour un gouvernement qui en est à sa troisième année de mandat. Ces projets, qui ont comme objectif premier de réduire les écarts sociaux au sein de la société et d'offrir à la population québécoise des programmes publics de qualité, peuvent sembler ambitieux et idéalistes pour plusieurs. Les prochains jours démontreront si les promesses de Samuel L'Heureux résisteront aux critiques des partis d'opposition.

RAPPEL À L'ORDRE DE L'OPPOSITION

CARMEL LAGRANDEUR

JOURNALISTE

Lors de la conférence de presse suivant le discours du premier ministre, le chef de l'Alliance des forces libérales du Québec (AFLQ), M. Nicolas Rousseau, a rappelé à M. L'Heureux que l'argent ne pousse pas dans les arbres et que le Québec ne peut se permettre les nombreux programmes sociaux qu'il propose.

Il a débuté la conférence en affirmant que son parti s'opposerait au projet de loi visant à supprimer graduellement les subventions publiques aux écoles ethno-confessionnelles et aux établissements d'enseignement privés. M. Rousseau avance que le budget alloué à l'éducation n'est déjà pas adéquat. Il dit que les écoles sont en décrépitude et ajoute que « c'est pas le temps d'aller acheter des écoles privées pour aller agrandir le système d'éducation. On n'aura pas les moyens de les entretenir et de les faire rouler. » Dans la vision de M. Rousseau, ce projet de loi brime la liberté des individus de choisir leur type d'éducation.

En ce qui concerne la hausse des impôts des plus riches afin d'assurer un programme de revenu minimum garanti, le chef de l'AFLQ affirme que ce sont des mesures déraisonnables et injustifiées qui en aucun cas n'aideraient l'économie. De plus, M. Rousseau avance qu'un revenu minimum garanti défavoriserait les efforts et le profit individuels ainsi que la réussite personnelle. Il laisse entendre que les personnes qui bénéficieront de ce nouveau programme pourront vivre convenablement sur le dos des contribuables, et ce en restant chez eux à se tourner les pouces. Aussi, M. Rousseau affirme que la hausse des impôts condamne le bon citoyen travaillant à sa réussite.

Par ailleurs, M. Nicolas Rousseau salue les initiatives de M. L'Heureux sur le régime de vieillesse qui favorise les soins à domicile et qui désengorge le système de santé. Toutefois, il ne souhaite pas abolir les frais accessoires ainsi que rendre le service de santé 100% public et gratuit. Au contraire, il désire ajouter des tickets modérateurs pour les urgences et donne l'exemple suivant : « la famille qui a attrapé la grippe va penser avant d'aller à l'urgence, au lieu de tout simplement s'y rendre parce que s'est une système gratuit. On veut que les gens réfléchissent avant de l'utiliser, afin de le désengorger ».

Crédits : Collection Assemblée nationale du Québec. Photographe, Renaud Philippe

MER

13 JAN

-7°C

ERRATUM

Une erreur s'est glissée dans l'article «L'avenir selon les verts». Nous aurions dû lire l'Union verte pour l'avenir au lieu de l'Union verte du Québec dans l'amorce. Nos excuses aux lecteurs et au parti.

TAXER LE LUXE

FLORENCE VALASTRO

JOURNALISTE

L'opposition officielle a convoqué le *Res publica* hier soir pour un point de presse à saveur économique. La porte-parole en matière de finances a tenu à rappeler que l'Alliance des forces libérales du Québec (AFLQ) détient une politique économique aux antipodes de celle présentée hier par le gouvernement et son chef. Elle se dit inquiète et lance un signal d'alarme à la population à l'aube des consultations budgétaires.

La porte-parole, Carole-Anne Pelletier, propose donc deux mesures pour venir pallier l'évasion fiscale qui demeure un enjeu primordial avant d'augmenter le fardeau fiscal des contribuables. L'opposition menée par M. Rousseau désirerait une baisse d'impôts s'appliquant rapidement à toute la population québécoise et imposerait en contrepartie une hausse de taxe sur les produits non essentiels tels les voitures de luxe, l'alcool et les bijoux.

Flairant que le gouvernement L'Heureux vire massivement à gauche, l'opposition officielle semble mettre la table pour des demandes plus étoffées à l'aube du budget provincial. Nous resterons à l'affût.

DU PAREIL AU MÊME

FLORENCE VALASTRO

CHRONIQUEUSE

Hier, j'ai assisté aux conférences de presse des trois chefs de partis en réaction au discours d'ouverture. Le gouvernement avance des idées intéressantes, notamment l'abolition progressive des subventions accordées aux écoles privées. Le seul «hic» que je vois, c'est le fait de le réinvestir dans le système d'éducation public. Les revenus gagnés avec cette abolition devraient revenir dans les poches des contribuables pour qu'ils puissent effectuer ce qu'ils veulent avec cet argent. Après tout, cet argent leur appartient.

D'ailleurs, il est étonnant d'apprendre que l'AFLQ est entièrement opposée à la réforme du financement des établissements d'enseignement annoncée par le gouvernement. Il n'est pas surprenant que l'AFLQ s'oppose au transfert des subventions vers le secteur public, mais ne devrait-elle pas plutôt appuyer l'idée de retirer les subventions au secteur privé? Ces sommes pourraient être redistribuées aux contribuables par des baisses d'impôts, par exemple. C'est à se demander si le parti dit « libéral » connaît vraiment sa ligne directrice de parti ? Espérons qu'il proposera des amendements intéressants pour corriger le tir.

En entrevue avec le chef du deuxième groupe d'opposition, c'était le même genre de réponse qu'un chef du deuxième groupe pourrait nous donner. L'UVA n'est « ni à gauche, ni à droite […] mais l'idée du parti même c'est de progresser, d'aller toujours vers l'avant. » Peut-on vraiment sortir des sentiers battus ? Il me semble réentendre la cassette encore et encore d'un possible renouveau politique toujours promis mais jamais livré.

Je fais aussi un petit clin d'œil à une remarque du premier ministre en conférence de presse, il a déclaré, et je cite : « À force de parler de tout, on ne parle de rien. » Ce genre de commentaire est surprenant venant de la part de M. Éloquence lui-même. Le premier ministre devrait appliquer ce dicton à la lettre afin de prêcher pour sa paroisse.

Crédits : Collection Assemblée nationale du Québec.

LA HACHE DANS LES SUBVENTIONS

TASHA PERREAULT

JOURNALISTE

Res publica a été convoqué par trois ministères, soit ceux de la Santé, de l'Éducation et de la Famille, à la salle Wolfe de l'hôtel le Delta pour une conférence de 15 minutes. Ce point de presse consistait à rendre concrète la position du gouvernement concernant la suppression des subventions dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux, qui a tout d'abord pris parole, évoque que les subventions destinées aux centres de santé privés «créent des disparités sociales et économiques» et «c'est pour cette raison qu'il est primordial de réorienter les investissements vers le secteur public.».

En mettant un terme aux subventions du privé, le ministère nous précise que cela représenterait 13,5 milliards de dollars qui pourraient être investis dans les centres de santé publics. Cela aura pour but de réduire considérablement la pénurie de médecins de famille ainsi que l'engorgement dans les salles d'urgence, qui, comme l'évoque le ministère, est évalué en moyenne à 17 heures d'attente.

Pour sa part, le ministère de la Famille évoque que «la fin de la privatisation, c'est de réinvestir dans ce qui est important, [soit] les centres de la petite enfance». Les subventions aux garderies privées seront investies à la place dans les CPE. Le ministère de la Famille soutient que cette transition permettra d'assurer une préparation adéquate des jeunes enfants pour leur entrée à l'école primaire par la formation spécialisée des éducatrices du secteur public.

Finalement, en ce qui a trait au ministère de l'Éducation, il souligne que sur 5 ans, en mettant fin aux subventions du gouvernement dans les écoles privées, c'est plus de 484 millions de dollars qui seront redistribués dans le système d'éducation public. Il tient également à mettre l'accent sur le principe que «chaque personne a droit à une éducation de qualité peu importe son revenu».

Malgré le fait que ces mesures feront le bonheur de certains, reste à voir lesquelles de ces entreprises privées pourront survivre à la suppression de leurs subventions.

SUIVEZ-NOUS SUR TWITTER

@ResPublica16

Res Publica